



République de Côte d'Ivoire

Union - Discipline - Travail

Porte- parolat du Gouvernement

COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES

DU MERCREDI 23/10/2013

Le mercredi 23 octobre 2013, un Conseil des Ministres s'est tenu de 16h à 17h au Palais de la Présidence de la République à Abidjan, sous la présidence effective de Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République, Chef de l'État.

L'ordre du jour de cette réunion comportait les points suivants:

A/-Mesure Générale

- Projet de loi

B/-Mesures individuelles

- B1- Communications
- B2- Comité restreint

C/-Communications

D/-Divers

A/- MESURE GENERALE

PROJET DE LOI

Au titre du Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances

Sur présentation du Ministre, le Conseil a adopté une communication et un projet de loi portant Budget pour l'année 2014.

L'élaboration du projet de Budget 2014 intervient dans un contexte de consolidation de la paix et de la croissance économique dû aux actions entreprises par le Gouvernement pour améliorer la situation sécuritaire, finaliser le processus électoral en 2013 et décriper l'environnement socio-politique.

Le projet de Budget 2014 s'équilibre en ressources et en emplois à 4 248,3 milliards de FCFA et affiche une hausse de 364,5 milliards de FCFA par rapport au Budget 2013, soit un taux d'accroissement de 9,4%.

Les prévisions de ressources du Budget 2014 reposent principalement sur les efforts de recouvrement des recettes intérieures, qui représentent en proportion 81% des ressources globales.

Les charges inscrites au projet de Budget 2014 correspondent aux besoins essentiels des populations, en particulier les actions visant la consolidation de la cohésion sociale, le renforcement de la sécurité, la poursuite des projets et programmes de développement socio-économique tout en respectant les engagements vis-à-vis des partenaires intérieurs et extérieurs.

Le Gouvernement, à travers ce projet de Budget, entend poursuivre l'effort d'assainissement des finances publiques, ainsi que la rationalisation et la modernisation du système fiscal, conformément au programme « Doing Business » de la Banque Mondiale.

B/- MESURES INDIVIDUELLES

B1- Communication

Au titre du Ministère des Infrastructures Economiques

Sur présentation du Ministre, le Conseil a autorisé le détachement de M. KONE Soungalo, Ingénieur des techniques des Travaux publics, option Hydraulique et Environnement, matricule 234 889-Y, auprès de l'Autorité du Bassin du Niger (ABN).

B2- Comité restreint

Le Conseil a entériné les délibérations de la réunion du comité chargé de l'examen des projets de nominations dans huit (8) départements ministériels en date du 21 octobre 2013 et a ainsi autorisé la nomination de directeurs généraux, de directeurs centraux, d'inspecteurs généraux et d'inspecteurs techniques.

La liste des personnalités nommées est jointe en annexe.

C/- COMMUNICATIONS

1- Au titre du Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME, en liaison avec le Ministère d'Etat,

Ministère des Affaires Etrangères et le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances

Sur présentation du Ministre, le Conseil a adopté une communication relative à la création et à l'organisation du Marché Ivoirien de l'Artisanat, « MIVA ».

Le MIVA dont la première édition aura lieu à Abidjan du 7 au 13 avril 2014, est un évènement qui s'adresse aux artisans Africains et aux acheteurs professionnels du monde entier.

Il s'agit pour le Gouvernement de créer un cadre de rencontres et de promotions qui répond aux attentes des professionnels de l'artisanat, mais également de renouer avec l'organisation sur le sol Ivoirien de manifestations promotionnelles à caractère international.

2- Au titre du Ministère de la Santé et de la Lutte contre le SIDA

Sur présentation du Ministre, le Conseil a adopté une communication relative à l'état des créances publiques et des règlements des arriérés de l'ex Pharmacie de la Santé Publique de Côte d'Ivoire (ex-PSP-CI).

L'état financier de l'ex-PSP laissait apparaître au 30 août 2013 des créances publiques de l'ordre de 5 451 349 798 FCFA et des dettes de 10 397 552 367 FCFA.

Face à cette situation, le Conseil a instruit le Gouvernement à l'effet ;

- d'élaborer un plan d'encaissement des ressources financières de l'ex-PSP-CI,

- de régler les arriérés dus aux fournisseurs et autres prestataires de services,

- et de transférer les actifs de l'ex-PSP-CI à la nouvelle PSP-CI.

3- Au titre du Ministère de l'Agriculture, en liaison avec le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques et le Ministère des Eaux et Forêts

Sur présentation du Ministre, le Conseil a adopté une communication relative à la situation de la formation professionnelle agricole de l'Institut National de Formation Professionnelle Agricole (INFPA).

Le Conseil note que les diplômés de l'INFPA rencontrent depuis 2010 des difficultés d'insertion professionnelle.

Ainsi, en attendant la mise en œuvre de la réforme du système de formation agricole en cours, le Conseil a autorisé la mise en œuvre des dispositions transitoires suivantes ;

- Suspendre la formation dans la filière "foresterie et environnement" ;

- maintenir les filières "agriculture, élevage et halieutique" ;

- recruter les élèves qui s'inscrivent dans un projet agricole ;

- recruter à la demande du secteur privé, à travers la signature de conventions de partenariats ;

- recruter à la demande des ministères techniques en fonction de leurs besoins.

4-Au titre du Ministère de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant, en liaison avec le Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle, le Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique et le Ministère

auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances

Sur présentation du Ministre, le Conseil a adopté une communication relative au développement de la Politique Nationale de Protection de l'Enfant (PNPE).

Face aux indicateurs sociaux peu satisfaisants en matière de suivi, d'éducation et de santé des enfants, du fait des conflits socio-politiques subis par notre pays, le Gouvernement a décidé de réviser et de renforcer le système national de protection de l'enfant.

Il s'agit d'apporter une véritable réponse nationale à cette problématique en termes de prévention et de protection des enfants, aussi bien au niveau des services associatifs que des mécanismes communautaires et familiaux.

Ainsi, le Gouvernement a instruit les ministres concernés, notamment le Ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances, à l'effet de mettre à disposition les ressources nécessaires à la réalisation de ce programme de protection et de promotion des enfants de Côte d'Ivoire.

D/- DIVERS

-Le Conseil a été informé par Mesdames les Ministres en charge de la Santé et de la Solidarité, du grave accident de la circulation qui s'est produit sur l'axe M'Batto-Bongouanou, impliquant en majorité des élèves et étudiants, et dont le bilan fait état de 10 personnes décédées et de 13 blessés.

Le gouvernement regrette les conditions qui ont conduit à cet accident, assure les familles endeuillées de sa compassion et souhaite un prompt rétablissement aux blessés. Le

gouvernement sera représenté aux cérémonies funéraires et apportera une contribution aux frais d'obsèques et de prise en charge médicale des victimes.

-Le Président de la République a informé le Conseil de sa participation à la Conférence des Chefs d'Etats de l'UEMOA ainsi qu'au Sommet Extraordinaire des Chefs d'Etats et de Gouvernement de la CEDEAO, qui se tiendront à Dakar (Sénégal) à partir du jeudi 24 octobre 2013.

Fait à Abidjan, le 23 octobre 2013

Bruno Nabagné KONE

Ministre de la Poste et des TIC

Porte-parole du Gouvernement

porteparoledugvt@egouv.ci